

La demande irresponsable de Poilievre d'annuler l'interdiction des armes d'assaut et le programme de rachat dans le cadre de la mise à jour économique exposerait davantage les Canadiens au risque de violence par arme à feu

« La demande du chef conservateur visant à assouplir les mesures de contrôle des armes ramènerait les armes d'assaut prohibées dans les communautés canadiennes, faisant fi des leçons tirées des fusillades de masse à l'École Polytechnique, à la mosquée de Québec et en Nouvelle-Écosse. »

MONTRÉAL, 28 avril, 2026 - PolySeSouvient émet la déclaration suivante en réponse à l'appel lancé par le **chef conservateur Pierre Poilievre**, qui demande l'annulation de l'interdiction des armes d'assaut et le programme de rachat dans [une lettre récente](#) et lors d'une [manifestation](#) en faveur des armes d'assaut qui s'est tenu vendredi dernier à **Waterloo** :

« PolySeSouvient condamne la demande formulée par le chef conservateur Pierre Poilievre, qui a exigé que le premier ministre Carney d'éliminer 'le [programme libéral de confiscation des armes à feu](#)', c'est-à-dire l'interdiction de 2 500 modèles d'armes de type d'assaut et leur retrait de la circulation par le biais du programme de rachat, dans le cadre de la mise à jour économique du printemps publiée aujourd'hui. Cette demande a également été formulée vendredi dernier par M. Poilievre lors d'une manifestation pro-armes organisée par la Coalition canadienne pour les droits relatifs aux armes à feu et s'inscrit dans la lignée des promesses de longue date faites par le Parti conservateur aux propriétaires d'armes et aux groupes pro-armes visant à [affaiblir l'encadrement des armes à feu](#) au Canada, notamment en [renversant](#) l'interdiction des armes d'assaut.

Pierre Poilievre exige que le premier ministre Carney abandonne l'interdiction des armes d'assaut et mette fin au programme visant à retirer des milliers de ces armes des communautés canadiennes — le même type d'armes qui a été utilisé lors des pires fusillades de masse de l'histoire du Canada. Il ne s'agit pas de fusils de chasse. Ce sont des armes conçues pour le champ de bataille, et M. Poilievre souhaite les laisser dans les communautés canadiennes afin de marquer des points politiques auprès du lobby des armes à feu.

Une position fondée sur la désinformation

L'argument principal avancé par M. Poilievre pour justifier la suppression du programme de rachat — à savoir que les actes de violence par arme à feu au Canada sont commis par des personnes ayant acquis leurs armes '[presque exclusivement en les faisant passer clandestinement par notre frontière](#)' [notre traduction], plutôt que par un mélange d'armes de contrebande ET d'armes provenant du marché canadien — est directement contredit par les faits :

- **Les statistiques de la GRC montrent que la majorité (68 % à 73 %) des armes à feu saisies par la police à travers le Canada proviennent du marché canadien** — fabriquées au Canada ou importées légalement.
- **En ce qui concerne les armes d'épaule** — la catégorie la plus touchée par l'interdiction des armes de type assaut —, **85 % proviennent du marché canadien** [p. 7].
- **Au Canada, les fusillades de masse sont généralement perpétrées avec des armes à feu acquises légalement**, et non avec des armes importées illégalement — notamment lors du massacre de la Polytechnique en 1989, de l'attaque contre la mosquée de Québec en 2017 et du meurtre de trois policiers à Moncton en 2014. La tuerie de Portapique (Nouvelle-Écosse) en 2020 a

été perpétrée à l'aide de plusieurs armes importées illégalement mais aussi d'une arme d'origine canadienne (héritée d'un propriétaire en règle) : un Ruger Mini-14, le même modèle que celui utilisé à la Polytechnique pour tuer 14 jeunes femmes.

- **La plupart des policiers tués dans l'exercice de leurs fonctions le sont par balle, et majoritairement avec des armes longue**, comme l'a rappelé une nouvelle fois le [reportage d'hier de CTV](#) sur le meurtre, en mars 2023, de deux policiers d'Edmonton (et d'une autre victime). L'arme longue sans restriction (désormais prohibée) provenait du marché canadien, ayant été initialement achetée dans un magasin légal du sud d'Edmonton. Ce modèle a été reclassé en 2024 comme arme prohibée et doit être retiré de la circulation d'ici la fin du mois d'octobre.
- **Dans son rapport final de 2023, la Commission des pertes massives a explicitement recommandé à Ottawa** 'd'interdire ... tous les fusils et carabines semiautomatiques qui tirent des munitions à percussion centrale et qui sont conçus pour accepter des chargeurs amovibles d'une capacité de plus de cinq cartouches' et de '**prendre des mesures pour réduire rapidement le nombre d'armes à feu semi-automatiques prohibées en circulation au Canada**' [[Recommandation C.38\(e\)](#)] — ce qui correspond précisément à l'objectif du programme de rachat.

M. Poilievre est devenu le porte-drapeau des opposants au contrôle des armes et le porte-parole pour avancer les mensonges et de la désinformation véhiculés par le lobby des armes. Il reprend, presque mot pour mot, [les arguments](#) du lobby pro-armes, dont [l'objectif explicite](#) est de démanteler toutes les restrictions significatives en matière d'armes à feu dans ce pays.

L'argument selon lequel 'le vrai problème, ce sont les armes importées illégalement' est tout simplement faux : il a été réfuté par [la GRC](#), par [Statistique Canada](#) et par la [commission d'enquête publique](#) sur la fusillade de masse la plus meurtrière de l'histoire du Canada. Il ne s'agit pas d'une politique fondée sur des données factuelles, mais d'une idéologie d'extrême droite farouchement opposée au contrôle des armes à feu, et c'est dangereux.

La politique avant la sécurité

PolySeSouvient fait remarquer que les positions extrêmes de Poilievre sur le contrôle des armes à feu — ainsi que sa décision de prendre personnellement la tête du rassemblement organisé vendredi dernier à Cambridge contre l'interdiction des armes d'assaut et en faveur du rachat de ces armes — semblent destinées à consolider son leadership auprès des opposants intransigeants au contrôle des armes à feu au sein de son parti, plutôt qu'à répondre aux priorités de la grande majorité des Canadiens qui [soutiennent de manière constante et écrasante](#) l'interdiction des armes à feu de type d'assaut. Parmi ceux-ci figurent 77 % des propriétaires d'armes à feu, selon un [sondage Ekos de 2022](#) et un [sondage Environics de 2022](#), de même que 68% des électeurs conservateurs selon un [sondage Abacus Data de 2023](#).

Pierre Poilievre favorise son poste en tant que chef du Parti conservateur plutôt que la vie des Canadiens. Les survivants et les familles des victimes se battent depuis plus de trente ans pour faire interdire les armes d'assaut. Le premier ministre Carney ne devrait pas permettre que cette mesure soit affaiblie ou annulée dans le seul but de satisfaire un lobby pro-armes qui représente une minorité bien qu'il soit bien financé et très bruyant. Nous appelons le premier ministre à rejeter la demande irresponsable de Poilievre et à [compléter](#) l'interdiction des armes d'assaut et à assurer l'application rapide des autres mesures de gros bon sens visant à prévenir la violence par arme à feu afin de protéger les Canadiens contre ce fléau, y compris les fusillades de masse.